Spécial rentrée scolaire

Enseignement

Des élèves sans pré-acquis ni compétences!

PAR FOUAD AZOUZI

Aujourd'hui, tout le monde concorde que l'enseignement au Maroc traverse une crise qui semble s'aggraver de plus en plus malgré les réformes qui ont été instaurées au cours des dernières années. Cette situation lamentable doit nous pousser à nous poser la question cruciale: Pourquoi tant d'expériences, qui semblaient avoir donné leur fruit ailleurs, ont échoué lors de leur application dans nos établissements scolaires ?

Partant de mon humble expérience comme enseignant depuis vingt ans, je peux avancer que plusieurs facteurs doivent être pris en compte avant d'espérer voir un quelconque résultat.

Tout d'abord, cette crise n'est que l'héritage de plusieurs années de tâtonnements, d'hésitations mais aussi de prises de décisions peu ou pas du tout judicieuses. L'exemple le plus frappant étant celui de l'arabisation des matières scientifiques en totale coupure avec le cycle universitaire où ces mêmes matières sont toujours dispensées en français ce qui nuit doublement à nos apprenants: d'une part, ils doivent fournir un effort double et pour saisir la matière et pour traduire, d'autre part le niveau du français s'en est trouvé affecté puisque privé de son application pratique en mathématiques, sciences physiques et naturelles.

Ensuite, il y a des points inhérents à l'organisation et à la gestion des établissements à savoir les contraintes de la carte scolaire. Ceci engendre des classes surchargées avec des élèves dont plus de la moitié n'ont ni pré requis ni compétences leur permettant de poursuivre avec succès le cursus scolaire. Quant aux problèmes qui en découlent, n'en parlons pas: élèves démotivés donc à risque ce qui dégénère en une situation où tout le monde sort perdant.

Enfin ; il ne faudrait surtout pas oublier le facteur humain c'est-à-dire les enseignants qui travaillent dans des zones reculées dans des conditions qui portent atteinte à la dignité de l'enseignant depuis plusieurs années et qui, dans une grande proportion, se sentent lésés dans leur droit d'être mutés à des zones plus favorables où ils pourraient donner de leur mieux au lieu d'être tout simplement oubliés après tant d'années de service et d'abnégation.

Cette liste n'étant pas bien sûr exhaustive, on pourrait y ajouter d'autres facteurs tous aussi importants les uns que les autres.

Mais au-delà de tout ce qui a été dit, le facteur le plus primordial demeure le degré de bonne volonté dont chacun, depuis sa propre responsabilité, devrait faire preuve pour relancer notre système éducatif dans la bonne voie et sans entraves.

Interview avec M. AMEZIANE, Président de l'université Abdelmalek Essaad

"Un bon président doit être un chef d'orchestre"

La plupart des diplômés chôment alors que les investisseurs clament un déficit en ressources humaines

1/Notre Roi a consacré son dernier discours à la réforme de l'enseignement, Pouvez-vous nous donner une idée sur les nouvelles conditions et réformes dans lesquelles s'effectuera la rentrée universitaire 2013-2014?

R: Sa Majesté le Roi Mohammed VI est un Souverain visionnaire. Il a lancé une vaste dynamique de réformes «avant-gardistes» depuis son accession au Trône. Le secteur de l'éducation et de la formation a été depuis longtemps érigé en priorité nationale de par ses implications sociétales et de développement.

L'opérationnalisation du Conseil supérieur de l'Enseignement permettra d'évaluer les réalisations accomplies jusqu'à aujourd'hui et aussi, de surmonter certains obstacles qui entravent le développement de l'université marocaine au niveau souhaité par Sa Majesté et par le Peuple Marocain.

En tout cas, la culture de l'évaluation doit être implémentée à tous les niveaux, si nous voulons atteindre un enseignement de qualité. L'idée est de capitaliser les avancées et de s'investir dans des actions concrètes minutieusement programmées.

Par ailleurs, la première des leçons à apprendre du discours Royal, et que nous devons tous nous y tenir, étudiants, enseignants, dirigeants, partis politiques, presse et médias, etc., c'est faire prévaloir l'éducation, la formation et la science sur toute autre concept de nature politique, idéologique ou ethnique. L'université doit et devrait rester une affaire de consensus national, dans laquelle chacun contribue et dans laquelle chacun trouve sa place.

2/ Concrètement, quels sont les grands défis de l'enseignement universitaire dans notre région?

R: Le grand défi actuel de l'enseignement universitaire dans notre région, et je dirais aussi au niveau national, c'est de concilier l'objectif d'assurer une place à l'université à tous les bacheliers qui en font la demande, avec l'objectif de garantir une formation de qualité, des conditions adéquates et un bon cadre pour son déroulement, tout ça évidemment pour permettre une insertion réussie dans la vie active.

Je ne vous cache pas que ce n'est pas toujours facile. L'université nationale souffre actuellement d'une massification et le nombre d'inscrits ne cesse d'augmenter. Toutefois et à mon avis, il faut considérer cette augmentation des effectifs, non pas comme une fatalité, mais nous devrions tous nous réjouir du fait que nos jeunes veulent se cultiver, se lancer dans une carrière universitaire et que nos familles sont totalement conscientes de l'importance d'une formation universitaire en tant qu'ascenseur social. Ceci ne peut qu'être bénéfique pour notre région et ses générations futures.

L'autre face de la monnaie est de les accueillir dans les meilleures conditions possibles. A ce niveau, je ne peux que rendre hommage aux enseignants et administratifs de l'université Abdelmalek Essaâdi qui, franchement, ne cessent de redoubler leurs efforts, d'innover en matière de méthodes pédagogiques, de rechercher des fonds supplémentaires afin que la montée en quantité d'inscrits n'affecte pas la qualité des formations que nous assurons actuellement. Ceci représente pour nous un grand défi, que nous essayons de relever avec optimisme et détermination.

Par ailleurs, nous estimons que notre région a besoin aujourd'hui avant demain, d'une faculté de médecine et de pharmacie. Ce projet qui est acquis maintenant, et que nous somme entrain de le monter avec le concours du ministère de tutelle et de certaines universités internationales amies, représente également un grand atout et en même temps un challenge, non pas pour l'université uniquement, mais pour toute la région. Nous devons travailler en synergie, autorités locales, hôpitaux publics et privés, société civile et administration centrale, pour réussir ce projet qui va sans doute apporter une valeur ajoutée importante à la région.

3/ Pour lutter contre l'inadéquation emploi-formation, l'université s'est engagée dans une série de réformes pour que les filières proposées puissent répondre aux besoins du secteur privé. Quel est l'impact de ces nouvelles filières sur l'insertion des lauréats dans la vie active ?

R: Aujourd'hui, il reste assez paradoxal que la plupart des personnes sans emploi soient des diplômés lorsque les investisseurs et les entreprises implantés dans la région de Tanger-Tétouan clament un déficit en ressources humaines.

C'est là aussi un grand défi auquel nous sommes confrontés. Nous ne pouvons attendre des résultats extraordinaires des différents projets structurants d'envergure qui sont lancés dans notre région, sans des ressources qualifiées en quantité et qualité.

Nous sommes totalement conscients de cette responsabilité, c'est pour cette raison que nous avons créé depuis 2010, le premier observatoire de l'insertion professionnelle universitaire au niveau national. La mission de cet observatoire est justement de répondre à toutes ces questions telles que : Que deviennent les étudiants après avoir obtenu leurs diplômes ? Comment accèdent-ils à l'emploi? Travaillent-ils dans un secteur d'activité et à un niveau conforme à leur compétence et à leurs espérances? Le chômage des jeunes diplômés résulte-t-il pour l'essentiel de l'inadéquation entre la formation et l'emploi ? Sont là, autant de questions auxquelles notre université cherche à répondre de manière scientifique et rigoureuse. Les réponses que nous collectons chaque année nous permettent de mieux planifier notre politique de formation et de l'adapter aux besoins réels et instantanés du marché. Un bon nombre de filières professionnalisantes sont créés ainsi chaque année. A titre d'exemple, Nous venons de signer une convention de coopération avec le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de la France, qui permettra de former et d'accompagner entre autres, les lauréats dans le domaine de la mécanique et la fabrication automobile, un secteur de forte dynamique régionale.

4/ Dans le premier cycle de l'enseignement supérieur, on constate un important taux de déperdition. Comment luttez-vous contre ce phénomène ?

R: La déperdition est un phénomène endémique dont les causes sont multiples. Et effectivement, c'est le premier cycle qui est touché dramatiquement. Sachez qu'en général, un étudiant qui se sent bien est un étudiant qui réussit. Un étudiant qui provient d'une famille de revenu modeste, se sentira bien s'il dispose d'un logement, d'une facilité de transport, d'une bourse, etc. La réalité est que tous ces aspects ne relèvent pas de notre mission en tant qu'université. D'autres organismes de l'Etat s'en occupent. Ceci dit, nous ne ménageons aucun effort pour y contribuer. A titre d'exemple, nous avons convenu depuis des années déjà avec des bienfaiteurs régionaux, des bourses pour nos étudiants défavorisés. Plus que ça, nous avons institutionnalisé un partenariat avec la région de Tanger Tétouan pour l'octroi d'une enveloppe budgétaire annuelle et croissante pour pourvoir des bourses d'études aux étudiants les plus méritants et dans le besoin. Cette enveloppe qui s'est élevé a 2 millions de dirhams cette année par exemple nous a permis de distribuer plus de 500 bourses aux étudiants de l'université.et à ce titre nous rendons hommage à la région pour cet acte citoyen.

Les aspects qui ont une relation directe avec la déperdition et qui rentrent dans nos responsabilités, concernent les dispositifs d'information et d'orientation. Pour le nouveau venu à l'université, l'enseignement supérieur et la vie étudiante constituent un monde complexe dont le décodage nécessite un délai que nous nous efforcerons de raccourcir.

En effet, la différence entre le mode d'enseignement à l'Université et celui du secondaire même s'il en est le prolongement, le changement de la langue d'enseignement, l'hétérogénéité des niveaux des bacheliers arrivant à l'Université, et la méconnaissance par les étudiants de la nature et des spécificités des études dans l'enseignement supérieur, constituent aujourd'hui des difficultés pour le nouveau étudiant.

A ce niveau et depuis plusieurs années, nous participons activement à l'information et l'orientation des élèves dans les lycées, c'est-à-dire en amont de leur arrivé à l'université. Nous disposons également de clubs estudiantins qui accueillent ces nouveaux venus. Toutefois, il faut signaler qu'il existe une grande disparité entre les écoles et les facultés. Dans ces dernières, le manque d'enseignants rend assez difficile des actions tel que le tutorat, qui ont prouvé leur efficacité ailleurs.

5/ Quel sera l'impact sur l'enseignement supérieur public marocain de l'implantation prochaine de plusieurs écoles et universités étrangères au Nord du Maroc ?

R: Les universités privées nationales ou étrangères sont un complément et pas une concurrence pour l'université publique. Depuis l'an 2000, La charte nationale d'éducation et de formation a plaidé pour l'encouragement du secteur privé d'enseignement et de formation et pour la régulation de ses normes, et de son fonctionnement. Toute nouvelle université créée ne peut qu'enrichir notre système d'éducation-formation et devrait être considérée comme un partenaire principal, aux côtés de l'Etat. Il faut par contre que ces établissements d'enseignement privés quel que soit leur origine, soient soumis régulièrement au contrôle de l'État , afin de faire respecter les normes d'équipement, d'encadrement, de programmes et de méthodes d'enseignement.

Il faut toutefois comprendre que ces institutions ne vont ni pourront jamais se substituer à l'université nationale qui a la vocation de service public d'éducation-formation. Notre université reflète notre identité nationale, nos mœurs, notre culture et notre vision du Maroc de demain. L'enseignement supérieur public doit être entretenu, amélioré et réfléchi en fonction des intérêts de la nation.

6/ Que doit-on attendre d'un bon président d'université aujourd'hui?

R: C'est une question difficile, parce que ces attentes peuvent varier selon l'université, selon la région et selon la conjoncture. En général, un bon président doit être un chef d'orchestre capable de sentir et ressentir chacun des instruments, des sons et percevoir aussi les clameurs et le chuchotement du public. Tout cela bien sûr, pour que la mélodie soit parfaite. Autrement dit, un bon président doit être à l'écoute de toutes les parties prenantes professeurs , étudiants, administratifs et autres partenaires. Il doit aussi partager et fédérer tout le monde autour d'une stratégie de développement de son université; il doit par ailleurs, compter sur la compétence de ses collaborateurs et savoir déléguer pour mieux responsabiliser les acteurs .et enfin se remettre en cause quand c'est nécessaire pour apporter les rectifications à son action et à ses méthodes de management. Voilà quelques qualités qui me paraissent fondamentales pour un président.

Mais au-delà de tout ça. Je peux vous assurer qu'il n'existe pas de mode d'emploi type. Le plus important au-delà de tout ce que je viens de dire, c'est d'être motivé par le désir de rendre service à son pays .